ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 MARS 1967 — CIRCONSCRIPTION DE QUIMPER



# Robert OMNÈS

37 ans

MAIRE DE PLOMELIN

Professeur au Lycée de Quimper — Chargé de Cours à l'Ecole Navale

## Candidat du CENTRE DÉMOCRATE

## Remplaçant : René LAURENT

Conducteur de Travaux — Ancien Résistant — Ancien Adjoint au Maire de Quimper — Syndicaliste

***Chère Madame, Cher Monsieur,***

**Qu'est-ce qu'un député ?**

Serait-ce le représentant du pouvoir auprès des électeurs, une sorte de « préfet en second » ? Non, c'est le représentant des électeurs auprès du pouvoir. En ce cas, n'y a-t-il vraiment dans toute la circonscription de Quimper-Pont-l'Abbé-Fouesnant, parmi tous les élus maires et conseillers, aucun homme capable de remplir ce rôle, **de vous représenter ?**

La Convention Démocrate, groupant la majorité de ces élus dans nos trois cantons, a cru pouvoir confier à l'un de ceux-ci la lourde mission d'assurer cette **représentation.**

Plus que tout autre, **un maire** connait les difficultés de ses administrés et sait quelles sont les carences du gouvernement, notamment dans le **domaine social.** Que de visites de jeunes qui cherchent en vain du travail, de parents qui hésitent à faire poursuivre leurs études à leurs enfants, faute de recevoir une bourse suffisante, de vieillards, qui ne peuvent entrer à l'hospice faute de place !...

Un maire est aux premières loges pour constater l'insuffisance de l'aide apportée par l'Etat aux Communes et aux Régions pour mettre en place les équipements nécessaires.

La solution se trouve au Parlement, où se fait la loi et où sont choisies les grandes orientations budgétaires.

* * *

Je suis sûr, chers électeurs, que vous êtes attachés, comme moi-même à la **stabilité** des institutions, approuvée par 80 % des Français. Par contre, vous vous inquiétez à juste titre des progrès envahissants du « domaine réservé ». Vous voulez que la Constitution soit plus fidèlement appliquée, que sur les questions aussi essentielles que celles des alliances ou de l'Europe, le Gouvernement et le Parlement soient consultés par le Chef de l'Etat, qu'un **équilibre dynamique** soit instauré entre :

— **Un Président qui arbitre.**

— **Un Gouvernement stable qui dirige.**

— **Un Parlement qui légifère et contrôle.**

Vous voulez que votre représentant au sein de ce Parlement soit vraiment **l'un des vôtres,** un homme de ce pays, et non un parachuté ; vous voulez avoir pour député **un homme libre,** et non un automate, un inconditionnel qui laisserait étouffer la Démocratie et sacrifierait les intérêts de notre Région si les plans des technocrates parisiens l'exigeaient.

* * *

**L'enjeu de ces élections est d'importance : il s'agit de choisir entre une politique de prestige, coûteuse et inefficace, et une politique d'expansion, de progrès social, de développement régional, de construction européenne et de paix.**

* * *

## NOUS VOULONS LA STABILITÉ ET NON LA STAGNATION

Une propagande abusive qui mobilise à son profit la télévision et la radio tente (mais en vain), de persuader les électeurs que la situation économique et sociale est excellente.

En vérité, la dépréciation monétaire continue au même rythme qu'avant 1958. Le plan de stabilisation a cassé le **rythme** de l'expansion et bloqué pratiquement les salaires sans arrêter la hausse des prix. On dit que les caisses de l'Etat sont pleines et, **pourtant, la France est placée au dernier rang des pays du Marché Commun :**

— pour le taux d'expansion industrielle,

— pour l'accroissement du pouvoir d'achat.

**Mais, elle tient la tête du peloton pour la pression fiscale.**

Huit années de pouvoir sans partage n'ont pas résolu les grands problèmes économiques et sociaux. L'emploi est menacé, la crise du logement s'aggrave, nous manquons d'écoles, de laboratoires, de personnel de recherche, d'équipements collectifs : routes, téléphones, hôpitaux, etc...

Il faut du neuf Nous, nous proposons :

## UNE POLITIQUE ECONOMIQUE DYNAMIQUE

Grâce à :

— Une expansion régionale vivante, offrant aux jeunes les emplois nécessaires :

— Un meilleur financement des équipements collectifs, en particulier, de la voirie, de l'adduction d'eau, de l'assainissement ;

— L'encouragement à l'épargne pour assurer les investissements ;

— L'accroissement des efforts de recherche scientifique et technique ;

— La simplification du système fiscal et la modernisation du crédit ;

— L'abandon des dépenses de faux prestige et la réduction des charges improductives.

## POUR ASSURER LE PROGRÈS SOCIAL ET SES PRIORITÉS

— Recherche du plein emploi ;

— Logements et lotissements sociaux ;

— Enseignement, Santé publique ;

— Amélioration du niveau de vie par une juste politique des revenus qui vise notamment à augmenter les ressources :

— **des familles** par le rattrapage du retard pris par les Allocations Familiales sur les salaires ; par une augmentation substantielle du « Salaire Unique » ; par la suppression des scandaleuses zones de salaires ;

— **des personnes âgées** dont les prestations sont insuffisantes ;

— **des retraités,** civils et militaires, aujourd'hui désavantagés par le mode de calcul de leurs pensions ;

— Application rapide de la loi sur la protection sociale des **commerçants** et **artisans ;**

— Respect des droits des **anciens combattants et victimes de guerre,** indemnisation des rapatriés.

Les crises survenues récemment dans l'**agriculture** et la **pêche** font apparaître l'urgence d'une politique qui assure la parité et garantisse la rentabilité des productions.

**C'est pour notre Bretagne une question de vie ou de mort.**

## DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

En dépit des déclarations officielles, jamais la situation de la BRETAGNE et particulièrement de la région de QUIMPER n'a été aussi critique. Lors de sa dernière réunion, la Commission de Développement Economique Régional a constaté que la réalisation du **V[e] Plan** en Bretagne était compromise :

— **Il visait à la création de 27 400 emplois, on parviendra difficilement à 13 000 ;**

— On constate **un arrêt quasi-total des implantations d'usines nouvelles** dans le FINISTÈRE ; on assiste même au départ d'entreprises anciennement implantées vers d'autres régions. — **L'Etat laisse la Bretagne se désindustrialiser.**

— En 3 ans, le nombre d'emplois créés avec l'aide de l'Etat a **diminué** des 2/3 ;

— Il n'est prévu en BRETAGNE **aucune opération** de dimension nationale ;

— **Il fallait 25 000 logements...** L'aide de l'Etat est assurée à **10 000 environ.**

— Il en va de même pour **les équipements hospitaliers, les télécommunications, les liaisons routières, ferroviaires et aériennes, les routes, les ports de commerce et de pêche.**

De plus, il faut noter que, même ainsi réduits, les équipements prévus seront difficilement réalisés, car l'Etat demande aux communes une participation toujours plus élevée dans le même temps qu'il limite leurs possibilités d'emprunt.

## POUR UNE POLITIQUE NOUVELLE AU SERVICE DE LA BRETAGNE, IL FAUT UNE MAJORITÉ NOUVELLE.

Soucieuse de l'équilibre entre les régions de notre pays et décidée à promouvoir une véritable politique d'aménagement du territoire (péréquation des prix des transports et de l'énergie — incitations plus fortes à la décentralisation et surtout à l'extension des entreprises locales — création d'une Assemblée Régionale démocratiquement élue). Cette politique trouvera toute son efficacité dans le cadre des **institutions européennes.**

## UNE POLITIQUE D'INDÉPENDANCE DANS UNE DIMENSION NOUVELLE : L'EUROPE

La politique étrangère de l'actuel Gouvernement s'inspire de conceptions nationalistes étroites et surannées. Elle ne peut que faire le jeu du totalitarisme Communiste.

La paix et l'indépendance ne sont possibles que par la puissance. **Seule l'Europe unie peut constituer une puissance à l'échelle mondiale.** L'Europe doit être une communauté de peuples égaux acceptant des institutions communes. **L'Europe enfin unie constituerait un ensemble d'une puissance égale à celle des Etats-Unis et serait dans l'organisation du monde libre un gage de sécurité et de paix.**

* * *

**Dans notre circonscription, face aux divisions de la Gauche et aux déchirements de la majorité sortante, le Centre Démocrate donne l'exemple de l'Unité et vous propose un choix clair.**

**Dès le premier tour, dont l'importance sera déterminante, servez-vous utilement de votre bulletin de vote. C'est l'arme la plus efficace dont vous disposez pour défendre la Démocratie et promouvoir une politique nouvelle au service de notre Région.**

**Seul un homme de chez vous, connaissant bien vos problèmes et vos besoins, saura vous défendre.**

**D'avance, je vous remercie de votre soutien.**

***Robert OMNÈS***

Vu : le Candidat.

IMPRIMEURS RÉUNIS - QUIMPER